



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le **14 OCT. 2025**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03 octobre 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EQIOM BETONS

17 rue Saint-Just
93100 Montreuil

Références : E25-2419
Code AIOT : 0006502583

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03 octobre 2025 dans l'établissement EQIOM BETONS implanté 5 Avenue Montboulon ZI du Sauvoy sur la commune de Saint-Soupplets (77165). L'inspection a été annoncée le 22 septembre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EQIOM BETONS
- 5 Avenue Montboulon ZI du Sauvoy - Saint-Soupplets (77165)
- Code AIOT : 0006502583
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EQIOM exploite une centrale à béton prêt à l'emploi relevant du régime de la déclaration disposant de la preuve de dépôt n° 12 457 du 16 mars 1989 (rubrique 2518). Suite à l'entrée en vigueur du décret n°2011-842 du 15 juillet 2011 modifiant la nomenclature des installations classées, la société EQIOM a demandé et obtenu le 1er octobre 2012 le bénéfice des droits acquis pour l'exploitation de la centrale à béton désormais soumise à déclaration sous la rubrique 2518 de la nomenclature des installations classées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 2.9	Demande d'action corrective	3 mois
2	Plan des stockages de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 3.5	Demande d'action corrective	1 mois
4	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Valeurs limites de rejet	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.7	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 3.6	Sans objet
5	Prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.3	Sans objet
8	Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 6.3	Sans objet
9	Surveillance par l'exploitant des niveaux sonores	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 8.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées propose au Préfet de Seine-et-Marne de demander à la société EQIOM de :

- démontrer, dans un délai de 3 mois, que les produits chimiques stockés au sein du local adjuvants sont compatibles entre eux ;
- transmettre, dans un délai de 3 mois, la capacité de rétention ainsi que le volume de produits chimiques présent au sein du local adjuvants ;
- mettre en place, dans un délai d'1 mois, un plan des stockages indiquant la nature et la quantité

maximale des produits dangereux stockés sur le site ;

- transmettre, dans un délai de 3 mois, un justificatif prouvant que le personnel a été formé aux moyens de secours contre l'incendie ;
- transmettre, dans un délai de 3 mois, le bordereau de suivi de déchets dûment rempli lié au nettoyage du débourbeur - déshuileur ;
- obtenir, dans un délai de 3 mois, une autorisation de déversement pour le rejet des eaux pluviales dans le réseau communal ;
- transmettre, dans un délai de 3 mois, le résultat des analyses des eaux pluviales avant rejet vers le réseau communal.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 2.9
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des produits chimiques
Prescription contrôlée : Le stockage de produits liquides, notamment d'adjuvants, susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir. - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires (effluents liquides susceptibles d'être pollués en dehors des eaux usées). [...]
Constats : Lors de la visite, il a été constaté un local dans lequel sont stockés les adjuvants. Un tableau de compatibilité des produits chimiques est affiché à l'entrée du local adjuvants mais des pictogrammes présents sur les produits ne le sont pas sur le tableau. L'intérieur est sur rétention. L'exploitant n'a pas indiqué la capacité de rétention ni le volume total de produits chimiques présent au sein du local adjuvants.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant, devra dans un délai de 3 mois, démontrer que les produits chimiques stockés au sein du local adjuvants sont compatibles entre eux. L'exploitant, devra dans un délai de 3 mois, transmettre la capacité de rétention ainsi que le volume de produits chimiques présent au sein du local adjuvants.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Plan des stockages de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Produits dangereux : nature et quantité maximale
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un plan des stockages indiquant la nature et la quantité maximale des produits dangereux stockés sur le site. Ce plan est daté et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un plan des stockages indiquant la nature et la quantité maximale des produits dangereux stockés sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant, devra dans un délai d'1 mois, mettre en place un plan des stockages indiquant la nature et la quantité maximale des produits dangereux stockés sur le site à l'entrée du local adjuvants.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification périodique des installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées après leur installation ou leur modification par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section V du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Constats :

L'exploitant a indiqué que les installations électriques sont entretenues et contrôlées annuellement. Le dernier contrôle des installations électriques datant du 14 mars 2025 a été effectué par l'entreprise Qualiconsult Exploitation. Sept observations ont été relevées.

L'exploitant a indiqué avoir engagé les travaux nécessaires. Un nouveau contrôle devra être fait en 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Mise en place de moyens de secours

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques, régulièrement éprouvés et en bon état de fonctionnement, notamment :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Le personnel est formé à la mise en oeuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.

Constats :

Le dernier contrôle des extincteurs effectué par la société DUBERNARD date du 21 août 2024. Ceux défectueux ont été remplacés.

L'exploitant a indiqué que le personnel était formé aux moyens de secours contre l'incendie. L'exploitant n'a pas présenté de justificatif de formation.

Un moyen permettant d'alerter les services incendie et de secours est disponible et les numéros sont affichés à l'entrée des locaux tout comme le plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra, dans un délai de 3 mois, transmettre un justificatif prouvant que le personnel a été formé aux moyens de secours contre l'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 5 : Prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Relevé de consommation d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont relevées une fois par mois quelque soit le débit prélevé. Ce relevé est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et du service en charge de la police de l'eau. Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif anti-retour, évitant en toutes circonstances le retour d'eau éventuellement polluée. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant prélève de l'eau dans la nappe via un forage. L'eau prélevée est directement versée dans la bascule par surverse. L'exploitant a présenté le relevé de la consommation mensuelle du forage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Limite de la consommation d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau. Les eaux industrielles (effluents liquides résultant du fonctionnement et du nettoyage des installations de production) sont recyclées en fabrication. Le recyclage des autres effluents liquides est privilégié, notamment pour les eaux pluviales. La quantité maximale d'eau consommée par mètre cube de béton prêt à l'emploi fabriqué est au plus de 350 l/m³, en moyenne mensuelle, à l'exclusion de l'eau utilisée pour l'arrosage des pistes ou des espaces verts. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées la justification du respect de ce ratio. Lorsque la consommation totale d'eau excède 10 000 m³/an, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées au cours du premier trimestre, la quantité totale consommée au cours de l'année précédente.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau. Les eaux de process, de lavage et une majorité des eaux pluviales sont recyclées en fabrication. C'est un circuit fermé. Une partie des eaux pluviales est rejetée vers le réseau communal.</p> <p>Un débourbeur - déshuileur est présent avant le rejet vers le réseau communal. L'exploitant n'a pas</p>

montré le bordereau de suivi de déchets dûment rempli. L'exploitant a indiqué que l'ouvrage est nettoyé une fois par an.

L'autre partie des eaux pluviales des eaux pluviales ruisselant sur site s'écoulent vers les cinq bassins de décantation présents sur le site avant de faire l'objet d'un traitement dans ces derniers.

Les boues curées sont envoyées vers l'entreprise CLAMENS.

De l'eau de forage est utilisée.

Au mois de septembre 2025, il a été prélevé 80 m³ d'eau pour une production de 2 355 m³ de béton. Le ratio est de 34 litres d'eau par mètre cube de béton prêt à l'emploi fabriqué.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant, devra dans un délai de 3 mois, transmettre le bordereau de suivi de déchets dûment rempli lié au nettoyage du débourbeur - déshuileur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.7

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet dans le réseau communal

Prescription contrôlée :

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du Code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :
pH : 5,5 - 9,5. Température : < 30 °C.

b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :
matières en suspension (MES) : < 600 mg/l.
Cette valeur limite n'est pas applicable lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur (MES) supérieure.

c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) : matières en suspension : la concentration ne dépasse pas 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà.
Dans tous les cas, les rejets sont compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :

<p>Chrome total : < 0,1 mg/l.Chrome hexavalent : < 0,05 mg/l.Hydrocarbures totaux : < 10 mg/l.</p> <p>Les valeurs limites fixées aux points a à d sont à respecter en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucune autorisation de déversement n'a été délivrée.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir procédé à des analyses mais n'a pas présenté de justificatif.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra, dans un délai de 3 mois, obtenir une autorisation de déversement pour le rejet des eaux pluviales dans le réseau communal.</p> <p>L'exploitant devra, dans un délai de 3 mois, transmettre le résultat des analyses des eaux pluviales avant rejet vers le réseau communal.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 6.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Retombées de poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure une surveillance des retombées des poussières. Les mesures de retombées de poussières sont réalisées selon la méthode des plaquettes, conformément aux dispositions de la norme NF X 43-007, version décembre 2008. Une campagne de mesure de retombées de poussières est réalisée une fois tous les deux ans, en période correspondant à la plus faible hygrométrie annuelle. Pour les nouvelles installations, la première campagne de mesures est réalisée dans les douze mois suivant la mise en service.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant assure une surveillance des retombées des poussières. Les dernières mesures de retombées de poussières ont été réalisées par l'entreprise ITGA du 11 juin au 09 juillet 2025. Le rapport du 12 septembre 2025 conclut à un empoussièrement faible.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Surveillance par l'exploitant des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 8.4
Thème(s) : Risques chroniques, Campagne de surveillance des niveaux sonores
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant de contrôler la limite de niveau de bruit fixée en limite de propriété et d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié selon les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- pour les installations dont la capacité de malaxage est inférieure ou égale à 2,9 m³ : au moins tous les trois ans ;- pour les autres installations de fabrication de béton prêt à l'emploi : - la fréquence des mesures est au minimum annuelle ;- si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, les mesures sont réalisées au minimum une fois tous les trois ans ;- si le résultat d'une mesure dépasse une valeur (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures est de nouveau au minimum annuelle. <p>Pour les nouvelles installations, et quelle que soit la capacité de malaxage, la première campagne de mesures est réalisée dans les six mois suivant la mise en service. Nonobstant les dispositions du point 1-4, les documents relatifs aux deux dernières campagnes de mesures sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>L'exploitant assure une surveillance des niveaux sonores. Les dernières mesures ont été réalisées par l'entreprise ITGA le 14 mai 2025. Le rapport de mai 2025 n'a pas relevé de non-conformité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite